

publique, ne méritent-ils pas qu'on s'en souvienne au moment où des témoignages de première main rappellent avec émotion ce que fut un certain combat idéologique clandestin puis légal il y a cinquante ans, ses élans, ses contradictions et ses limites, jusqu'à la disparition de ses structures originelles au contact du pluralisme pour

sur les richesses de la terre, les puissants se préparent à occuper d'autres planètes, grâce aux progrès fulgurants de la recherche scientifique comme pour rallonger, encore et toujours, la distance qui nous sépare de leurs talons.
Dire en guise de réconfort, comme le suggèrent certaines voix, que la plupart de

syndicats, pour ne citer que ces exemples. Est-ce suffisant en termes de contenants et de contenus dans un pays qui aspire légitimement à l'excellence ?

N'est-il pas temps de voir l'université s'ouvrir davantage au débat d'idées, l'univers étudiant renouer, même si «l'ordre du jour» a changé, avec le bouillonnement des premières années de l'indépendance, l'Institut national de stratégie globale rappeler aux uns et aux autres son existence et son action et faire connaître périodiquement les grandes lignes de ses productions dans le domaine qui n'est pas frappé du sceau de la confidentialité, le Centre national des archives organiser dans l'apaisement et sans langue de bois des rencontres sur la mémoire, la télévision publique investir davantage dans les programmes thématiques et bien plus, tendre vers l'exemplarité dans le nouveau paysage audiovisuel national ? Qui empêche par ailleurs l'Union nationale des écrivains, naguère lieu de rayonnement intellectuel, de se réapproprier ses murs et sa vocation, l'Union des artistes peintres de rouvrir ses portes, les cinémas, les théâtres, les salles de concert réhabilités et mis aux normes de rivaliser en programmes, en échanges critiques et en projets novateurs, les experts de la sécurité nationale d'éclairer, en plus de leurs tribunes officielles, l'espace public par des communications destinées à renseigner, dans le respect des limites du secret bien évidemment, sur le concept de défense nationale dans le monde d'au-

vement dans des cercles de réflexion à imaginer et à construire ?

Est-ce un vœu pieux dans un pays où le pessimisme a encore malheureusement les reins bien solides ? De «l'optimisme béat», pour reprendre une formule tombée dans l'oubli ?

Le débat public doit-il se limiter aux seules critiques que l'on peut formuler dans le respect des institutions et des hommes à l'endroit du mode de gouvernance, et pour être «crédible», tourner nécessairement le dos aux transformations qui s'opèrent en divers secteurs de la vie nationale et aux performances d'une diplomatie conçue et conduite avec un grand magistère dans une région qui grouille de dangers et dans un monde qui court vers des lendemains incertains ?

Dans une société qui bannit l'insulte, les propos diffamatoires et les menaces d'où qu'elles viennent, une société qui consacre la liberté de conscience et d'opinion, privilégie le discours de la raison et de la méthode, qui produit de l'intelligence grâce au travail sans cesse renouvelé de son élite républicaine toutes expressions confondues, qui vit sa foi religieuse dans l'authenticité et la tolérance, dans un pays gouverné dans la sérénité et le respect des lois, porté par une forte ambition de bâtir une cité démocratique et de conduire un nouveau projet national, qui honore ceux qui l'ont servi aux avant-postes qu'ils soient actifs ou mis à la retraite après une mission bien accomplie, l'accusation d'«association

Entre autres destins brisés, le sort fait au premier et défunt président de l'Union nationale des étudiants algériens qui s'était élevé contre «le fait accompli» et qui a raconté son «parcours d'un étudiant algérien» dans un récit paru il y a seize ans est édifiant à cet égard : l'homme sera, malgré une reconstruction difficile, aidée c'est vrai par les pouvoirs publics, mentalement désarticulé à vie.

l'avènement duquel il avait pourtant tant lutté ?

Si les luttes idéologiques historiquement rattachées à l'ère des partis uniques florissants et aux rapports conflictuels et concurrentiels entre les modes de pensée socialiste et capitaliste d'alors se sont conclues dans les termes que l'on sait sans pour autant que la partie soit définitivement gagnée pour l'un et totalement perdue pour l'autre, peut-on dire que le pays est frappé de paresse intellectuelle aujourd'hui ? Pourquoi les contributions culturelles et scientifiques produites par des personnalités et des auteurs éclairés, qui s'enchaînent parfois à l'infini dans les colonnes de la presse, n'éveillent-elles pas un débat contradictoire dans l'espace public traditionnel, à moins que ce dernier n'ait définitivement cédé la place aux réseaux sociaux forcément virtuels ou que là aussi, c'est le refus de débattre avec «l'autre» qui l'emporte ?

Est-il vrai que le peuple qui poursuit sa réconciliation avec lui-même dans le refus largement assumé des discours qui ont failli le conduire à sa perte reste réservé, voire méfiant à l'égard du débat idéologique et précisément à l'endroit de son élite sans laquelle la construction d'une nouvelle gouvernance qu'appellent de leurs vœux à la fois le pouvoir en place, bien évidemment selon ses propres ressorts, l'opposition légale, dans la diversité de ses propositions, et le citoyen, dans sa pratique sociale et professionnelle serait privée d'intelligence ? Comme elle serait livrée à la médiocrité, à l'arrogance qui se nourrit aux mamelles du pouvoir de l'argent, et d'emblée fortement fragilisée dans un environnement fait de brasiers rampants et dans un monde où, après avoir fait main basse

nos cadres dirigeants, nos ministres et nos Premiers ministres, les leaders de l'opposition légale sont issus de l'école algérienne et qu'ils participent déjà aux postes où ils sont avec leurs qualités et leurs limites de l'élite algérienne, c'est dire assurément une vérité dont il faut se réjouir, dans le cas bien sûr où la notion d'élite reste contenue dans la seule aptitude à disposer des ressources et des capacités gestionnaires qui prédisposent à occuper une fonction de commandement dans l'appareil de l'Etat, dans l'outil de production ou sur la scène politique et pour peu que les critères de compétence, d'éthique et d'intégrité soient respectés.

Mais l'élite dont il s'agit ici n'est pas forcément la «classe politique» au pouvoir ou dans l'opposition à laquelle elle est souvent associée ou l'élite entrepreneuriale en voie d'émergence, mais bien l'élite intellectuelle qui produit en toute liberté et indépendance d'esprit et en permanence des idées et des projets qui s'irriguent aux sources identitaires sainement partagées et s'accordent aux exigences de plus en plus importantes de la science et de la modernité ; autant de sources d'inspiration pour les gouvernants et les candidats à l'exercice d'une fonction élective ou exécutive qui n'ont aucun conflit avec l'intelligence, dans l'élaboration de leurs «offres de service» qui seraient bien à l'étroit si elles devaient se limiter aux seuls «programmes partisans».

Certes des espaces de réflexion existent au sein ou en marge d'institutions universitaires, au niveau des grands médias qui se sont appropriés avec bonheur le concept du forum d'antan, des revues spécialisées, des salons et cafés littéraires, des festivals culturels et artistiques, ou à l'échelle des conseils à caractère associatif, des groupements économiques et des

Est-il vrai que le peuple qui poursuit sa réconciliation avec lui-même dans le refus largement assumé des discours qui ont failli le conduire à sa perte reste réservé, voire méfiant à l'égard du débat idéologique et précisément à l'endroit de son élite sans laquelle la construction d'une nouvelle gouvernance qu'appellent de leurs vœux à la fois le pouvoir en place, bien évidemment selon ses propres ressorts, l'opposition légale, dans la diversité de ses propositions, et le citoyen, dans sa pratique sociale et professionnelle serait privée d'intelligence ?

jour d'hui, sur la capacité élevée de défense du pays et du citoyen pour démultiplier la mobilisation populaire à l'heure des défis internes et des dangers externes grossissants, les centres et les laboratoires de recherche à diffuser plus largement leurs travaux, les chercheurs et les philosophes à ne point se suffire d'observations passagères et à livrer avec plus de générosité leurs regards croisés sur la société en mou-

de malfaiteurs» lancée autrefois à l'encontre de ceux qui ont eu à exprimer une parole contraire au discours du moment ne devrait plus jamais être invoquée, sauf pour les seuls crimes et délits pour lesquels elle a été à l'origine inventée.

Sommes-nous déjà dans cette société-là ?

B. A.

Retrouvez ce samedi le n°215 de Soirmagazine

Sommaire

ENQUÊTE-TÉMOIGNAGES

L'hépatite C n'est pas une fatalité

C'est un cri de rage que lancent les victimes contre l'irresponsabilité de ceux qui n'ont pas mesuré le désastre de leur insouciance. Aujourd'hui contaminés par le virus de l'hépatite C, des malades se confient.



C'EST MA VIE

Quand l'espoir fait vivre

Elle désespérait que le prince charmant n'ait pas frappé à sa porte. Mais à quarante ans, elle n'y croit plus. Elle garde toutefois une lueur d'espoir. Toujours coquette, élégante, elle sait mettre en valeur sa beauté qu'elle a su conserver, en se disant : «On ne sait jamais...»

ENTRETIEN

«Se faire dépister, c'est pouvoir mieux se soigner»

Dans cet entretien, Messaouda Thria, chargée de communication de l'association «SOS Hépatites», éclaire les malades sur le virus de l'hépatite C et ses zones d'ombre. Ce mouvement associatif œuvre pour la «déstigmatisation» des personnes vivant avec la maladie, et ce, par tous les moyens possibles.

VOYAGE CULINAIRE

Batata m'chermla, un plat pour un déjeuner express

Dans notre voyage culinaire, nous allons rafraîchir la mémoire de beaucoup d'entre nous qui auront peut-être oublié cette recette miracle à laquelle toutes les mamans algéroises recouraient lorsqu'elles étaient à court d'idées au moment de préparer le repas.